

Turquie : garanties juridiques pour les droits de l'homme

mardi 8 janvier 2008, par [The New Anatolian](#)

Le président Abdullah Gül a annoncé que la Turquie a mis en place les garanties juridiques pour préserver les droits fondamentaux et les libertés de ses citoyens, et des étrangers vivant sur son territoire.

« *La protection et l'amélioration des droits de l'homme est une politique prioritaire de l'État* », a déclaré Gül dans un message qu'il a publié à l'occasion du 10 décembre, journée des droits de l'homme. L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration universelle des droits de l'homme le 10 décembre 1948. C'est l'un des documents fondamentaux, qui rassemble les pays, selon les principes et les buts des droits de l'homme.

« *De même, la lutte contre la xénophobie, la discrimination et l'intolérance sont parmi les objectifs prioritaires de la politique étrangère menée par notre pays* », a déclaré Gül.

De son côté, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a dit que la principale politique de la Turquie consiste à prévenir tous les types de discrimination, et à élargir les droits et libertés fondamentaux. « *Nous pensons que le monde doit accélérer ses efforts de coopération, visant à maintenir, développer et élargir les droits de l'homme* », a-t-il également déclaré dans son message.

Cicek : combattre le terrorisme

« *Si tout le monde est sincère sur les droits de l'homme et les libertés, s'il n'y a à ce sujet ni mensonge ni cynisme, il faut afficher un comportement décent dans la lutte contre le terrorisme* », a déclaré Cemil Cicek, vice-Premier ministre, lundi.

Cicek parlait à Ankara, dans le cadre de la journée des droits de l'homme, et a déclaré que la Déclaration universelle des droits de l'homme était comme une constitution universelle, placée au-dessus des lois nationales. Cicek a déclaré que les droits de l'homme seraient examinés longuement lors de cette journée, et il a souligné, en même temps, qu'ils constituent l'un des sujets ayant le plus suscité de mensonges.

« *Vous mettez l'accent sur les droits de l'homme mais d'un autre côté, la terreur est partout. Comme ministre d'un pays qui a beaucoup souffert du terrorisme, je dis, aucun de ces droits ne sont tout bons pour les victimes assassinées. Par conséquent, si tout le monde est sincère à propos des droits de l'homme et des libertés, s'il n'y a à ce sujet ni mensonge ni cynisme, il faut afficher un comportement décent dans la lutte contre le terrorisme. Si les gens qui font l'objet d'un avis de recherche rouge dans les fichiers d'Interpol, les personnes qui ont assassiné des innocents et des enfants peuvent venir prononcer des discours au parlement d'un pays et d'assister à des réunions internationales librement, et si dans ces mêmes lieux des gens font des prêches sur les droits de l'homme, alors ce n'est rien d'autre qu'une pure hypocrisie* », a souligné Cicek [1].

Dervis : l'ONU fait des efforts

Kemal Dervis, administrateur du programme des Nations unies pour le développement (PNUD), a déclaré

lundi que l'ONU a récemment intensifié ses efforts pour renforcer l'appui international en faveur de l'État de droit et de justice.

« *Le PNUD est un partenaire actif dans un effort concerté pour améliorer la cohérence et la coordination dans la mise en place de la justice là où elle importe le plus : les communautés du monde entier* », a déclaré Dervis dans une déclaration qu'il a publiée à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme.

« *Dans les processus de paix, l'État de droit est un pilier fondamental de l'édification du service public, afin d'assurer la cohésion sociale, le développement durable et de prévenir le retour au conflit* », a déclaré Dervis. L'administrateur du PNUD a souligné l'importance attachée aux droits des femmes et les actions menées en leur faveur.

Il a déclaré que les initiatives du PNUD visant « *à développer davantage de cadres normatifs nationaux et internationaux, des mécanismes d'application pour protéger les femmes contre la violence sexiste, et pour favoriser leur promotion, par la justice et l'égalité des chances.* »

Dervis a également dit que la corruption entrave le développement économique, réduit services sociaux, favorise la criminalité organisée, et porte donc atteinte à la démocratie et aux droits de l'homme.

[1] Allusion à Ahmed Gülabi Dere, terroriste du PKK, qui s'est exprimé en décembre devant le Parlement européen. Voir par exemple « *Government complains on european 'hypocrisy'* », *Turkish Daily News*, 11 décembre 2007.

Sources

Source : « *The New Anatolian* », 11 décembre 2007

<http://www.thenewanatolian.com/tna-...>

Traduction pour TE : MG